

RAPPORT N° 2022/3-33
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 30 juin 2022

OBJET : STADE EN EAUX VIVES INTERCOMMUNAL DU BOCAGE – MARCHÉ D'ACQUISITION DE MATERIELS NAUTIQUES – LOT 2 – DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE DE PENALITES DE RETARD DE L'ENTREPRISE TITULAIRE ASMO

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 17 : « Promouvoir et encourager le bien-être et la santé »

Dans le cadre de l'exploitation du Stade en eaux vives intercommunal du Bocage, la Collectivité a initié une consultation en procédure adaptée pour l'acquisition de matériels nautiques.

Au terme de cette consultation, le lot 2 (acquisition de portes de slalom) a été attribué et notifié à l'entreprise ASMO le 22 décembre 2021 pour un montant de 20 290,13 € HT, avec un délai d'exécution proposé par le candidat de 70 jours, soit une date de livraison des portes de slalom fixée au plus tard au 1^{er} mars 2022.

Il a été constaté que la livraison des matériels commandés a eu lieu le 23 mai 2022 sur le site du Stade en eaux vives intercommunal du Bocage à Sainte-Suzanne.

Compte tenu de ce retard de 83 jours, et conformément aux stipulations du marché conclu avec l'entreprise ASMO, des pénalités de retard sont applicables pour un montant total de 1 684,08 € HT.

Par courrier du 12 avril 2022, joint en annexe, l'entreprise ASMO sollicite de la CINOR une remise gracieuse des pénalités de retard applicables, pour les raisons suivantes :

- L'approvisionnement en matières premières a pris 5 semaines de retard du fait d'une rupture de stock de polycarbonate, ce qui a eu pour conséquence un retard dans la fabrication de la commande (cf. justificatif joint) ;
- La commande finalement prête le 24 février 2022 aurait dû quitter la France métropolitaine pour La Réunion le 1^{er} mars mais n'est partie que le 13 avril 2022, car un premier navire n'a pas pu charger la marchandise, un second n'a pas fait escale et le troisième a retardé son départ (cf. justificatifs joints).

La part des pénalités correspondant au retard induit par ces événements s'élève à 1 684,08 € HT, soit la totalité des pénalités de retard applicables.

Au vu des motifs invoqués et des justificatifs joints par l'entreprise ASMO, les retards engendrés par la rupture de stock de matières premières pour la fabrication des produits commandés, d'une part, puis dans l'acheminement de la commande jusqu'à La Réunion, d'autre part, peuvent apparaître comme indépendants de sa volonté. Dans la mesure où ces retards non prévisibles ne pouvaient pas être pris en considération par l'entreprise ASMO dans le calcul de son délai d'exécution au moment de l'élaboration de son offre, et également lors de la notification du marché en décembre 2021, ils apparaissent comme des circonstances extérieures qui se sont imposées au titulaire du marché.

En outre, le retard pris dans l'exécution de ce marché n'a pas eu d'impact significatif sur l'exploitation du Stade en eaux vives intercommunal du Bocage, et il est sans conséquence financière pour la Collectivité.

Pour mémoire, deux réponses ministérielles viennent préciser les conditions de remise totale ou partielle de pénalités en matière de marchés publics :

Réponse publiée au JO Sénat du 21/02/2008 : les acheteurs peuvent décider de réclamer ou non le versement en fonction « notamment du fait que le retard pris dans l'exécution des prestations est dû à des circonstances extérieures qui se sont imposées au prestataire ou du caractère exceptionnel de ce retard et de la satisfaction que donne ou non, d'une manière générale, le cocontractant de l'administration. Pour prendre sa décision, l'acheteur public tient également compte des conséquences financières qu'aura, pour la Collectivité, le retard pris pour l'exécution des prestations prévues par le marché. Un acheteur qui indiquerait à un candidat, par quelque moyen que ce soit, que les pénalités de retard prévues par le marché ne lui seraient pas appliquées, lui permettant, ce faisant de présenter une offre ou de proposer un prix plus faible dans son offre, pourrait être poursuivi pour délit de favoritisme ».

Réponse publiée au JO Sénat du 01/06/2006 : « *La commune maître d'ouvrage a la possibilité de renoncer partiellement ou totalement aux pénalités de retard dues par l'entreprise sous la réserve toutefois que cet abandon de créance ne puisse être assimilé à un avantage injustifié au sens de l'article 432 du code pénal* ».

En conséquence, et au regard des arguments et justificatifs probants présentés par le titulaire du marché, il vous est proposé :

- D'accorder la remise totale des pénalités de retard applicables à l'entreprise ASMO pour le marché d'acquisition de matériels nautiques (lot 2 – Acquisition de portes de slalom) destinés au Stade en eaux vives intercommunal du Bocage.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N° 2022/3-33
du Bureau de la Communauté
en séance du 30 juin 2022**

OBJET : STADE EN EAUX VIVES INTERCOMMUNAL DU BOCAGE – MARCHÉ D'ACQUISITION DE MATÉRIELS NAUTIQUES – LOT 2 – DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE DE PÉNALITÉS DE RETARD DE L'ENTREPRISE TITULAIRE ASMO

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 17 : « Promouvoir et encourager le bien-être et la santé »

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/3- 33 du Président

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220630-BC2022-3-33-DE
Date de télétransmission : 11/07/2022
Date de réception préfecture : 11/07/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE UNIQUE

D'accorder la remise totale des pénalités de retard applicables à l'entreprise ASMO pour le marché d'acquisition de matériels nautiques (lot 2 – Acquisition de portes de slalom) destinés au Stade en eaux vives intercommunal du Bocage.

Nombre de votants : 12 Suffrages exprimés : 12 Vote pour : 12 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

10 8 JUL 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220630-BC2022-3-33-DE Date de télétransmission : 11/07/2022 Date de réception préfecture : 11/07/2022
--